
Une exigence: la transparence

Entretien avec

Mohammed Harbi

Mohammed Harbi, un des historiens de l'Algérie contemporaine les plus écoutés, donne ici son analyse de la violence dont les principaux ingrédients sont, selon lui, l'autoritarisme, le blocage politique et la répression.

— *Quelle est votre interprétation globale de ce qui se passe aujourd'hui en Algérie?*

Nous vivons une crise multidimensionnelle qui touche tous les problèmes afférents à la formation d'une nation. On peut, comme le font nombre d'observateurs, commenter l'événementiel et donner de cette crise des explications de type essentialiste: "C'est à cause de l'islam", "les Algériens sont violents", etc.

Personnellement, je m'attache aux faits et aux processus susceptibles d'expliquer la dynamique politique. Je rappelle qu'en 1980, j'ai soutenu que l'Algérie s'orientait vers des affrontements armés et que j'ai parlé de sud-américanisation.

En 1984, j'ai soutenu que l'alternative islamiste était la plus probante. En 1990, j'ai affirmé dans la presse algérienne, au moment où on se gargarisait de discours sur la transition démocratique, que l'Algérie était une future Bosnie et que sa crise serait de longue durée. Sur quels éléments se fondaient mes pronostics?

Primo: il y a dans la société un autoritarisme que ni la colonisation, ni le pouvoir post-colonial n'ont entamé.

Printemps 1998

Secundo: l'Etat algérien n'est pas un espace politique où se négocient les intérêts en compétition. Depuis sa naissance et plus particulièrement depuis l'échec de la tentative de putsch du colonel Zbiri (décembre 1967), cet Etat dont le monopole de la violence n'a jamais été considéré comme légitime, a stérilisé les médiations dont il disposait notamment avec la jeunesse, les femmes et les syndicats tout en s'opposant à la constitution de médiations nouvelles. La participation à la vie publique à travers des organisations auxiliaires exclut toute alternative politique. L'engagement y est formel. Le blocage politique renvoyait sans cesse aux blocages du passé et ancrant dans les esprits qu'il fallait recommencer le 1er novembre. Cela était manifeste dans les oppositions issues du FLN dont viennent nombre de dirigeants islamistes, Mostefa Bouyali, Abassi Madani, etc.

Même les communistes en 1965 et Ferhat Abbas en 1978 n'ont pas échappé à la croyance dans la vertu des armes et s'y sont laissé aller.

Tertio: à toutes les revendications, l'Etat a répondu par la répression. Dans les années 1980, au moment même où l'idéologie égalitaire et l'allocation de ressources étaient remises en cause, la violence orientée jusqu'alors vers les groupes politiques s'élargit à la grande masse à travers ce qu'on a appelé "la politique d'assainissement". Son aspect le plus scandaleux, ce fut le refoulement *manu militari* de la capitale de milliers d'hommes dont beaucoup prendront les armes. A cette occasion, on pouvait déjà percevoir sur la question de la sécurité une convergence entre l'Etat autoritaire et une grande partie des classes moyennes qui revendiquaient le respect des droits de l'homme.

— *Est-ce à dire que la société n'exerçait aucune influence?*

Nullement. Les récents travaux de Djamel Guerid mettent en relief l'importance de la culture rurale et patriarcale à l'usine comme à l'université avec ses effets sur les conduites et les comportements de tous les groupes sociaux. La modernisation autoritaire d'un pays qui n'y était pas préparé engendra une situation singulière. Conséquence: l'Etat ne faisait pas toujours respecter ses attributions, d'où un état d'indocilité et de laxisme généralisé. Il ne respectait pas lui-même ses propres décisions. L'absence de règles du jeu a donc favorisé à partir de 1986 la délégitimation progressive de l'Etat et le passage à la violence politique. Ce fut un processus marqué par maintes péripéties dont les moments forts ont été octobre 1986 et janvier 1992 qui font apparaître au grand jour la séparation entre les élites et les masses, et l'échec de l'amorce d'une démocratisation. La violence s'inscrit donc dans la perspective d'une histoire où le style de pouvoir de l'Etat post-colonial rappelle par bien des aspects celui de l'Etat colonial. La gestion de la crise confirme ce constat.

— *Comment l'Etat a-t-il géré la crise?*

Je vais vous restituer à l'état brut les propos que j'ai entendus en janvier 1992 dans l'entourage de Khaled Nezzar. On disait que la direction du FIS était largement infiltrée et que l'arrestation de quelques milliers de cadres le livrerait aux éléments en contact avec le pouvoir. Cette appréciation a présidé à l'ouverture des camps. Dans une première phase, la violence de l'Etat a prédominé, qu'il s'agisse des emprisonnements, des liquidations et même des massacres comme dans le douar Ouled Asker dans la région de Djidjelli où, selon un membre du Conseil National de Transition, il y eut des centaines de morts, mais il n'y avait pas la télévision pour rendre compte de ce drame. Par la suite, les islamistes se sont mieux organisés et, comme dans le mouvement nationaliste après novembre 1954, ce sont les porteurs d'un projet guerrier qui sont passés au premier plan. Leur mentalité est caractérisée par une immense crédulité née d'une grande ignorance des réalités et une nette tendance à la censure des comportements, à l'image de la majorité de leurs compatriotes et de l'Etat.

— *Comment l'armée-Etat a-t-elle réagi à la violence politique?*

D'une manière sécuritaire et en remettant en question la démocratisation du système politique. Elle prit en charge la protection des secteurs stratégiques et des institutions centrales. Pour le reste, elle a laissé la population se débrouiller avec les groupes islamistes, persuadée qu'elle finirait par se tourner vers le pouvoir et l'appeler à son secours. Comme il n'en a rien été et que sa tactique a créé une situation de double pouvoir, elle a envisagé la création de milices qu'on trouve aujourd'hui sous des sigles divers: "les patriotes", les Groupes de légitime défense (GLD) etc. Le contrôle de ces milices semblait strict. Un exemple: lorsque l'ancien Premier ministre Réda Malek s'est présenté à l'élection présidentielle, les miliciens de Constantine qui l'avaient appuyé ont été désarmés et écartés. Avec l'extension du phénomène milicien, les idées de vengeance, de responsabilité collective s'affirment. La conséquence en est la fuite des Algériens dans les solidarités de base, la réactivation de vieux antagonismes, des rivalités qui ont leurs racines dans la guerre d'indépendance avec ses vainqueurs installés aux commandes et ses vaincus à la recherche d'une revanche sous le drapeau de l'islam.

La vision sécuritaire de la crise accélère le processus de la désagrégation de la société et génère de nouveaux antagonismes. On devrait se demander aussi si les forces civiles armées par le pouvoir ne changeront pas de nature, si elles s'éteindront d'elles-mêmes avec la disparition de ce qui a motivé leur création, si elles ne seront pas le creuset de Tontons Macoutes comme à Haïti.

En conclusion, je dirais que la guerre s'alimente des déchirements sociaux internes aux zones rurales. Dans ces zones, on trouve des familles armées par le pouvoir et d'autres non, des villages distants à l'égard de l'Etat

ou en conflit avec lui, d'autres encore qui connaissent une situation de double pouvoir. Cela semble être le cas de Bentalha et de Raïs où se sont produits des massacres. Sur ce point il n'est pas inutile de rappeler que les massacres dans cette guerre ne sont pas nouveaux. Ils ont atteint des familles entières d'islamistes et se sont déroulés même dans les prisons, à Lambèse, Berrouaghia, Serkadji.

— *Quel serait l'intérêt du pouvoir de couvrir, de laisser taire ou a fortiori d'organiser des actions de cette nature, alors qu'elles connaissent une réprobation internationale?*

Il y a des gens qui voient dans tout ce qui se passe la main du pouvoir. Je n'en suis pas. Je crois que les décideurs sont sur un bateau ivre et improvisent des parades pour ne pas sombrer.

Il y a des drames qui sont dans la nature même de cette guerre. Elle est sale par définition. L'armée et les groupes armés islamistes se combattent par populations civiles interposées. En étudiant la guerre civile au Mozambique, Christian Geffray a montré comment les acteurs de la guerre agressaient chacun les populations dépendant de l'autre force plus que l'autre force elle-même et comment la situation les pousse à se servir des populations comme d'une protection stratégique plutôt qu'à les protéger. Ce sont ces scénarios qu'on voit aujourd'hui à l'œuvre en Algérie. Dans ces conditions, seule une commission d'enquête impartiale peut déterminer la responsabilité dans les massacres des uns et des autres. Quand on émet cette proposition, on nous parle d'ingérence, on esquive le débat par des pirouettes en assimilant arbitrairement l'embargo contre l'Irak et la Libye à la demande d'une commission d'enquête internationale. Nos accusateurs sont ceux-là mêmes qui ont admis l'ingérence la plus grave dans la vie des Algériens, à savoir le contrôle du Fonds monétaire international et qui, en matière de sécurité, protègent les privilégiés et condamnent les pauvres à l'insécurité. Pourquoi préjugeons-nous de l'inaptitude d'une commission nationale à établir les vérités ? Parce qu'aucune commission composée de nationaux, et il y en a eu dans l'histoire récente, n'a jamais abouti. Le dernier exemple nous a été fourni par l'enquête sur l'assassinat de Mohammed Boudiaf. Je connais la majorité des enquêteurs et je crois sincèrement qu'ils ont voulu faire la lumière sur le drame. Ils n'y sont pas parvenus. J'ai interrogé l'un d'eux et je lui ai rapporté les propos attribués à un général arrivé sur les lieux après l'assassinat. Réalisant que Boudiaf n'était pas encore mort, il a laissé échapper ces mots en présence d'un haut fonctionnaire: "Il n'est pas encore mort ce salopard". Il m'a alors répondu: "Donne-moi les moyens de cuisiner un général de la Sécurité militaire".

— *Le pouvoir est-il homogène?*

Il ne l'est pas. Les conflits entre différents groupements d'intérêts se lisent quotidiennement en filigrane dans la presse où les attaques visent toujours Zeroual et jamais le général Lamari qui dirige l'armée et planifie les opérations.

L'irrévérence à l'égard du Président nous montre les limites de son pouvoir et situe ses concurrents. On peut considérer que l'armée a trois chefs de file: Liamine Zeroual avec à ses côtés le général Betchine qui n'appartient plus aux cadres de l'armée, donc au groupe des décideurs, mais qui a l'avantage d'avoir été le chef de la sécurité militaire et de connaître le sérail; le général Mohammed Mediène (Tewfik), son successeur et le général Lamari. La Sécurité militaire constitue le corps politique de l'armée. Ce n'est pas la capacité qui fait défaut à ses cadres mais son emploi. Entre les différentes factions, le général Mediène oscille de l'une à l'autre pour sauvegarder l'unité de l'armée.

— *Ces analyses n'exonèrent pas les groupes islamistes de leur responsabilité.*

Aucunement. Ce que nous savons de leur conduite guerrière les situe non comme une force d'émancipation mais comme une force oppressive, tout particulièrement à l'égard des femmes. Et je comprends pourquoi une commission d'enquête ne les intéresse pas. Leur responsabilité dans la militarisation du mouvement de masse est une catastrophe pour l'évolution démocratique du pays. La vie politique à la base a perdu de sa spontanéité et les militants se sont transformés en soldats à la merci de leurs émirs. Le mouvement populaire est la principale victime de la violence. Les islamistes lui ont donné la possibilité de s'exprimer et de s'organiser et, dans le même temps, ils l'ont dévoyé et désorienté.

— *Faites-vous une distinction entre l'ALS et le GIA?*

La création de l'ALS est une manière de se démarquer des groupements qui échappent au contrôle même symbolique du FIS. Mais dans les stratégies identitaires, il y a toujours des passerelles entre les organisations qui adhèrent à ces stratégies des passages de l'un à l'autre. On le voit bien entre le RCD et le FFS. Cela est vrai aussi pour les islamistes.

Dans l'ALS, il y a des groupes ouverts au dialogue et d'autres pas, comme autrefois dans le FLN. Mais s'il y a une véritable ouverture, je pense que les jusqu'au-boutistes perdront de l'influence. Dans l'est du pays, l'ALS a mis l'accent sur la réislamisation et le respect des interdits. Elle fait de la propagande armée. On m'a signalé un jour que près de Aïn Oulmène dans la région de Sétif, des membres d'un groupe armé a surpris des jeunes gens en train de boire. Ils leur ont garrotté les pieds et leur ont administré la *falaqa* des coups de bâton sur la plante des pieds comme on le fait dans les écoles coraniques pour punir les élèves. L'un d'eux, saoul, a tenté de s'emparer d'un

fusil, il a été tué. Ce qu'on dit et ce qu'on écrit sur le GIA doit toujours être soumis à vérification sérieuse quand on en a les moyens. Dès 1992- 93, le pouvoir s'est engagé dans la guerre psychologique. Tout est fait pour brouiller les repères en monopolisant l'information et en la distillant au gré de ses visées. On n'a pas de données fiables sur les forces islamistes, leur implantation, leurs opérations, leur armement. On n'en a pas toujours sur les pertes de l'armée. Récemment, j'ai appris qu'à Stora, un faubourg de Skikda, un groupe armé a procédé à une embuscade, tué les soldats et récupéré leurs armes. Aucun journal n'a mentionné ce fait.

— *On a parfois l'impression que cette situation terrible profite à beaucoup de gens qui n'ont aucun intérêt à ce que la situation redevienne normale...*

Le choix de rompre avec la violence est susceptible de menacer tous ceux qui ont mis à profit la situation pour s'enrichir et piller à leur aise. Elle menace aussi les chefs militaires qui ont fait échouer les minces chances d'un processus démocratique et qui, à la retraite aujourd'hui, continuent dans les coulisses à jouer les parrains. On a comme l'impression que la peur d'avoir à rendre des comptes un jour est devenue le moteur de la guerre pour tous, islamistes compris. Pourtant le FLS a perdu son audience d'antan. Tous les groupes sociaux qui ont volé au secours de sa victoire ont pris de la distance à son égard. Lorsque les classes populaires sont entrées en dissidence, elles l'ont fait pour se libérer et non pour entretenir indéfiniment des groupes parasites d'opposition dont l'autoritarisme conduit nécessairement à une crise de confiance. Celle-ci n'apparaîtra pas clairement tant que les généraux continueront la politique du tout-répressif.

— *Quelles sont les conditions politiques pour au moins inverser le cours des choses?*

La crise algérienne relève de causes internes qui renvoient au projet des élites de construire une nation moderne. Ce projet a échoué parce qu'il était mal conçu et qu'il s'appuyait sur une base sociale restreinte. Pour en sortir, il faut "décompresser" le cadre autoritaire dans lequel vivent les Algériens. Il faut également amener le FIS à tenter une difficile mutation afin qu'il devienne quel que soit son futur sigle, une organisation politique. La vie en guerre telle qu'on l'observe fait la joie de toutes les aventures et de tous les aventuriers et fragilise l'Algérie. Il faut enfin exercer des pressions de tous les côtés sur le pouvoir en place pour accepter un pacte entre les composantes de la société algérienne afin qu'elles puissent, dans un cadre institutionnel convenu, poser et résoudre les problèmes en partant de la souveraineté du peuple. Ce sera une entreprise longue, difficile, mais indispensable à la survie de l'Algérie.

Entretien conduit par
Régine Dhoquois-Cohen
et Bernard Ravenel